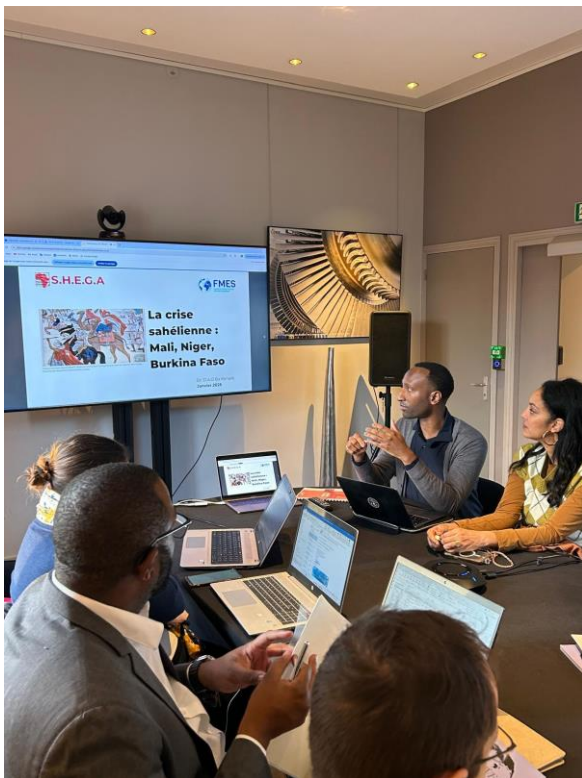


Retours sur les premiers séminaires de la Session des Hautes Etudes Géopolitiques Africaines 23-24 janvier, Paris

Les 23 et 24 janvier derniers, la formation SHEGA, dirigée par Dr Niagalé Bagayoko, responsable du programme Afrique de l'Institut FMES, a lancé ses premiers séminaires. Ces deux journées riches en débats et en échanges ont permis d'explorer les dynamiques stratégiques du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, à travers des interventions d'experts de renom et des discussions approfondies sur les enjeux actuels de la région.

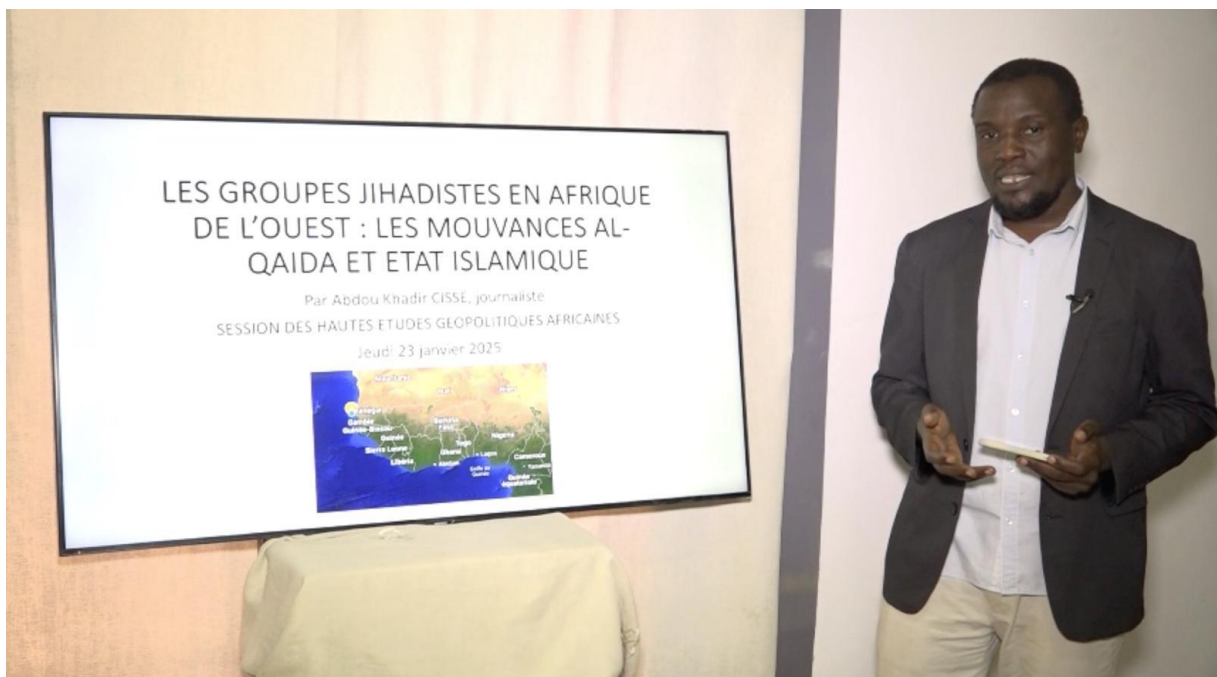
Les interventions ont débuté avec Dr Dougoukolo Alpha Oumar Ba Konaré, psychologue clinicien et analyste en géopolitique, qui a abordé la crise sahélienne touchant le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Il a retracé l'histoire pré-coloniale du Sahel en s'appuyant sur la vidéo « L'histoire des Empires du Sahel », illustrant la richesse culturelle et les dynamiques anciennes de la région. Son analyse a mis en évidence la complexité géopolitique actuelle, marquée par une hybridité des acteurs et une diversité ethnique et linguistique. Il a également souligné l'implication des acteurs internationaux, notamment la France, et les limites des réponses sécuritaires face à une crise multidimensionnelle qui nécessite des solutions adaptées aux enjeux socio-économiques et humanitaires.



Dr Bakary Sambe, président du Timbuktu Institute - African Center for Peace Studies, a ensuite pris la parole pour analyser l'extension des groupes extrémistes violents depuis le Sahel central vers les pays du Golfe de Guinée. Il a insisté sur les moteurs de cette expansion et sur la nécessité d'une réponse qui ne soit pas uniquement sécuritaire. Il a mis en avant les lacunes des stratégies, notamment celles du G5 Sahel et de la France, qui privilégiaient une approche militaire sans traiter les causes profondes du phénomène, comme la marginalisation socio-économique et les tensions communautaires.

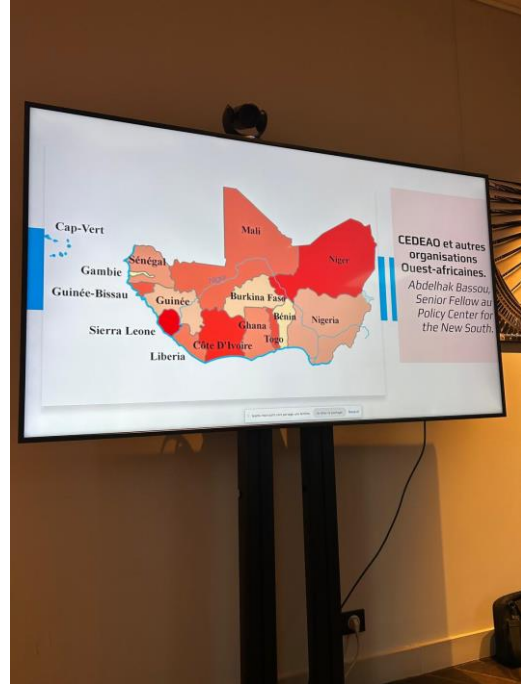


Le journaliste sénégalais Abdou Khadir Cissé, intervenant en ligne, a dressé un panorama détaillé des groupes jihadistes en Afrique de l’Ouest. Il a présenté leurs origines, leurs structures, leurs modes de recrutement et leurs stratégies d’action. Il a également mis en avant leurs zones d’influence et les défis que ces groupes posent aux États de la région. Son intervention a permis de mieux comprendre l’évolution et la diversification des organisations jihadistes en Afrique de l’Ouest.

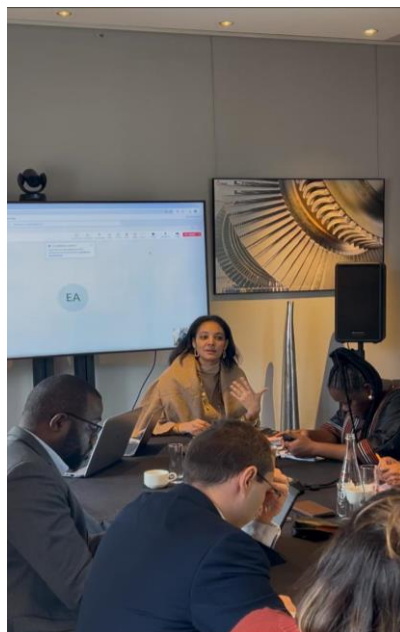


La première journée s’est clôturée par la projection du film Timbuktu d’Abderrahmane Sissako, illustrant les problématiques soulevées tout au long des interventions.

Le lendemain, Dr Abdelhak Bassou, Senior Fellow au Policy Center for the New South, a ouvert la session avec une présentation sur la CEDEAO et les autres organisations régionales en Afrique de l’Ouest. Il a retracé l’histoire de ces institutions et souligné les défis qu’elles rencontrent, notamment en matière de coordination, de financement et d’ingérence étrangère. Il a également abordé l’impact du retrait des États de l’Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO, une évolution qui risque de modifier les équilibres régionaux et d’avoir des répercussions économiques et politiques.



Dr Niagalé Bagayoko, Directrice de la formation Afrique de l’Institut FMES, a ensuite analysé la présence des acteurs internationaux dans la région. Elle a détaillé les stratégies de puissance de différentes nations et organisations, mettant en évidence les rivalités entre grandes puissances et les enjeux de contrôle des ressources stratégiques. Son intervention a permis de comprendre les dynamiques d’influence qui façonnent l’environnement sécuritaire et politique de l’Afrique de l’Ouest.



Dr Uju Agomoh, directrice exécutive de l'organisation PRAWA (Prisoners' Rehabilitation And Welfare Action), a conclu les interventions en dressant un portrait du Nigéria en tant que puissance régionale. Elle a mis en avant son rôle économique, politique et sécuritaire dans la région et souligné les défis auxquels il fait face, notamment en matière de gouvernance et de lutte contre l'instabilité.

Ces deux journées de séminaire se sont terminées par des travaux de comité, durant lesquels les auditeurs ont échangé sur les thèmes abordés et discuté des modalités d'évaluation de la formation.

